groupements féminins, comme le Conseil national des femmes du Canada, la Fédération canadienne des femmes universitaires, l'I.O.D.E., les cercles de fermières etc. Cela me plaît beaucoup, car il est bon de constater que les femmes du Canada commencent à s'intéresser très sérieusement à une question comme celle-ci.

J'en viens maintenant aux groupements agricoles. Une douzaine figurent là, dont plusieurs de caractère national, la Fédération canadienne des agriculteurs, l'Union canadienne des coopératives, etc. Puis, nous venons aux groupements représentant les cercles musicaux, dramatiques et artistiques. Il y a ici neuf associations, y compris le Conseil canadien des arts, la Guilde nationale du ballet, le Conseil canadien des écrivains et des articles, le Festival dramatique du Canada, la Société canadienne des compositeurs, etc.

Puis il est intéressant de noter que huit stations privées de radiodiffusion présentant, semble-t-il, des requêtes pour que Radio-Canada, en tant qu'organisme de propriété publique représentant la population canadienne, continue l'exploitation de la radio, ont présenté aussi des observations ainsi que 16 organisations éducatives telles que la Fédération canadienne des professeurs et maîtres, du foyer et de l'école, l'Association canadienne pour l'éducation des adultes, le conseil consultatif national pour les émissions scolaires etc.; plusieurs universités canadiennes sont mentionnées sur cette liste.

Je crois que cela indique très clairement que s'il n'y a aucune organisation ou aucun groupe qui ne fassent jamais d'erreurs, comme l'a dit le chef de l'opposition, la Société Radio-Canada a accompli une tâche magnifique dans le pays, et tout le public canadien dans son ensemble le reconnaît, en développant la télévision, qui est un moyen de communication devenu très coûteux ces dernières années, dans des circonstances très difficiles, en modifiant les conditions techniques, les méthodes et autres éléments de ce genre.

Je vais être bref car, je le répète, je ne veux pas répéter ce qu'a dit le chef de l'opposition. Ce rapport présente quelques recommandations très concrètes dont voici la première, qui figure en page 15:

Que le régime canadien mixte de propriété publique et privée (soit) établi à demeure.

On serait presque tenté de croire que cela a été extrait du programme de la CCF. Voici la démonstration du caractère pratique, de l'efficacité et de l'accord public donné à une économie mixte, premier pas dans cette

direction entrepris sur le plan national. La recommandation n° 2 dit:

Que l'organisme d'État peut grandir, ainsi que le Canada, mais qu'il ne doit pas se ramifier au point de dispenser aux Canadiens la totalité des services de radio et de télévision;

Et ce n'est pas sans raison. Nous avons vu que ce mélange d'entreprise privée et publique, dont se sont inspirées depuis des années les propositions du parti cécéfiste à ce propos, s'est vraiment révélé approprié. Selon nous, la direction et la réglementation s'imposent pour ce qui est du programme général; mais il faut encore assez de souplesse pour l'initiative et la direction locale et pour les autres questions de ce genre.

Voici la troisième recommandation:

Que les postes privés doivent justifier de façon continue l'octroi d'une concession publique précieuse et que certains d'entre eux s'exposent à perdre leur permis si leur service est de piètre qualité, mais que les exploitants de postes privés doivent cesser de se dresser devant l'épouvantail de la nationalisation qui, par le passé, les a remplis de suspicion et de crainte.

Notre parti ne trouve guère à redire à cela. Voici la quatrième recommandation:

Que, pour aussi longtemps qu'on puisse prévoir, nous continuerons d'avoir un seul régime de diffusion dans le cadre duquel seront intégrés tous les postes canadiens de radio et de télévision, publics et privés, actuels et futurs, réglementés et contrôlés par un organisme représentant l'intérêt public et relevant du Parlement.

On dirait presque que ce texte a été rédigé à un congrès général du parti cécéfiste, monsieur l'Orateur. Cela sonne curieusement quand d'autres disent ces choses ou écrivent des mots comme ceux-là. Des mots comme "contrôlés" et "réglementés" sont parfaitement honnêtes; mais si nous les faisions entrer dans une partie de notre programme ou de notre manifeste, on nous accuserait immédiatement de dictature, de tyrannie, et tout le reste. Par conséquent, il est encore une fois évident que les membres des autres partis et même des personnes distinguées qui sont au service de l'État et de tous les Canadiens sont contaminés par les expressions, la doctrine et la manière de voir du parti de la CCF.

## M. Macdonnell: Contaminés?

M. Herridge: "Immunisés" serait peut-être une expression meilleure, mais contre les maladies qu'engendre un capitalisme décadent.

J'ai parlé de ces quatre recommandations mais j'ai quelque difficulté à déchiffrer le gribouillis de mes notes. Je parlerai maintenant brièvement du programme gouvernemental qu'a laissé entrevoir dans une certaine mesure le ministre du Revenu national au cours de